

*Proposition présentée par les députés :  
M<sup>me</sup> et MM. François Baertschi, Eric Stauffer,  
Sandro Pistis, Jean Sanchez, Carlos Medeiros,  
Thierry Cerutti, Ronald Zacharias, André  
Python, Henry Rappaz, Francisco Valentin*

*Date de dépôt : 21 septembre 2015*

## **Proposition de résolution**

### **Renforçons la frontière, pour éviter un flux non maîtrisable de réfugiés !**

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève considérant :

- que Genève fait déjà un effort considérable pour accueillir des réfugiés, vu l'exiguïté de son territoire ;
- que nos centres d'accueil sont débordés et qu'il deviendra bientôt impossible de les accueillir ;
- que cela a une implication financière importante sur des budgets déjà déficitaires ;
- que la politique des réfugiés est coordonnée par la Confédération ;
- que nous devons renforcer la frontière en choisissant des méthodes d'exception,

invite le Conseil d'Etat

- à intervenir auprès du Conseil fédéral afin de renforcer nos frontières face aux réfugiés qui viennent de l'est et du sud pour limiter les arrivées, voire les fermer en cas d'afflux excessif ;
- à demander au Conseil fédéral de requérir l'armée de manière conséquente comme appui au travail effectué par le corps des gardes-frontière.

## ***EXPOSÉ DES MOTIFS***

Mesdames et  
Messieurs les députés,

L'Autriche vient de recevoir, mi-septembre, plus de 20 000 réfugiés en deux jours seulement, en provenance du Moyen-Orient. Cet afflux massif menace également la Suisse, sans compter les développements de cette crise sans précédent. Nous devons le plus rapidement possible prendre des mesures qui s'imposent, comme le déploiement conséquent de l'armée à nos frontières, afin de seconder efficacement les gardes-frontière, en particulier à l'est et au sud du pays.

Le canton de Genève héberge déjà un nombre de requérants d'asile disproportionné par rapport à son territoire exigu, puisque la répartition considère uniquement le nombre d'habitants et ignore la dimension de notre canton fortement urbanisé. Il n'en est pas tenu compte, comme en atteste une réponse au conseiller national MCG Roger Golay de la part du Conseil fédéral qui ignore les particularités de Genève.

En conséquence, le Conseil d'Etat doit exiger de la Berne fédérale une politique plus stricte de la crise migratoire actuelle. Nos autorités fédérales semblent ne pas avoir pris la mesure du problème et il convient de leur indiquer clairement que des moyens suffisants doivent être pris pour faire face à cet afflux migratoire.

Nous vous demandons, Mesdames et Messieurs les députés, de faire bon accueil à la présente résolution.